

Culture

Porté à la connaissance du lectorat d'Aulnaycap par Catherine Medioni

L'arrêt des subventions d'Etat aux conservatoires départementaux et régionaux fâche les syndicats

Publié le 12/05/2015 dans la "gazette des communes " • Par avec l'AFP • dans : [France](#)

Les syndicats de la culture dénoncent dans une lettre à la ministre Fleur Pellerin rendue publique mardi l'arrêt de la contribution de l'Etat aux conservatoires à rayonnement départemental et régional en 2015.

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, Unsa...) souligne « qu'après les baisses subies depuis 2012 (...) ce nouveau coup porté à l'enseignement artistique va conduire inéluctablement au déclin des conservatoires, que les collectivités déjà étranglées par la réforme territoriale ne pourront plus subventionner. »

Le budget de fonctionnement des conservatoires est assuré à plus de 90% par les collectivités. En décembre dernier, les organisations professionnelles de la musique réunies dans le collectif « Tous pour la musique » avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur l'arrêt du financement de l'État, estimé entre 6 et 8%.

Dans un moment de crise des financements, l'arrêt du soutien de l'Etat risque d'être suivi par les collectivités confrontées à la baisse de la dotation d'Etat (11 milliards sur trois ans), surtout lorsqu'il s'agit des enseignements à finalité professionnelle, craint l'intersyndicale.

A terme, c'est « tout le travail méticuleux de maillage du territoire pour les enseignements artistiques réalisé par vos illustres prédécesseurs, notamment André Malraux avec le plan Landowski », qui risque d'être compromis.

La France connaît un réseau d'écoles de musique, de danse et de théâtre très développé, fruit de la politique volontariste menée dans les années 70 sous la houlette de Marcel Landowski, directeur de la Musique auprès d'André Malraux, ministre de la Culture à l'époque. On compte 441 conservatoires reconnus par le ministère de la Culture, qui concernent 300.000 élèves, et 3.500 structures municipales et associatives accueillant 1,5 million d'élèves.

L'intersyndicale réclame le rétablissement de la subvention d'État et demande audience à la ministre.